

LE syndicat **Force Ouvrière** des Finances Publiques

FOIX, le 6 janvier 2011

CTPD du 06/01/2011

DECLARATION LIMINAIRE

**Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques,
Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques,**

Les représentants de FO DGFIP de la section de l'Ariège ont boycotté la première convocation à ce CTPD.

Nous revenons une fois de plus sur le sujet des suppressions d'emplois au sein de nos services selon le même mode de fonctionnement que celui qui avait cours dans les anciennes directions.

Il s'agit de supprimer des emplois par un fléchage qui repose sur des présumés gains de productivité autorisés, en autres, par les progrès technologiques.

Les agents, qui chaque jour vivent la réalité de ces prétendues avancées technologiques, se demandent si l'on entend continuer à se moquer longtemps d'eux au vu des difficultés qu'ils rencontrent.

En Ariège, comme partout en France le malaise est persistant dans les services. Et ce ne sont pas les résultats du dernier observatoire interne qui nous démentiront.

Nous vous rappelons encore et avec insistance que les conditions de travail ne cessent de se dégrader et que la productivité conjuguée à la dictature des indicateurs génère un malaise croissant avec des situations conflictuelles dans les services, du stress et de nombreux arrêts maladie.

Aujourd'hui la situation est telle que nous avons franchi le seuil de l'intolérable et indéniablement vous portez une part de responsabilité par vos décisions.

./..

Cette année, pour notre département se sont encore 5 suppressions d'emplois pour la filière fiscale et 4 pour la filière gestion publique. Ce qui ne fera que contribuer à accentuer le malaise.

Comme l'année dernière pour le SIP de Foix ; à peine installés, les SIP de Pamiers et Saint Girons, d'après vos propositions perdraient un emploi. C'est le SIE de Foix qui cette année serait mis à contribution. Au delà des périodes d'échéance, ces postes sont confrontés à un flux constant d'usagers qui nécessite que les équipes d'accueil soient en permanence renforcées par des agents des cellules de l'assiette et du recouvrement du S.I.P. Ce système « de noria » a pour effet de désorganiser ces services et de ne plus permettre aux personnels concernés d'assurer correctement l'exercice de leurs missions initiales.

Ces conditions d'attente, conjuguées au mécontentement des contribuables, ont pour conséquence manifeste d'augmenter le stress des personnels. Des agents se retrouvent ainsi dans un état de lassitude totale après leur journée de travail et développent des états psychologiques dominés par le sentiment d'être abandonnés par leur propre administration et que le pire est encore à venir.

En êtes vous conscient ?

Dans la filière gestion publique, ce sont déjà des postes en grande difficulté qui subissent de plein fouet les suppressions d'emplois ou le maintien d'un écart conséquent entre les emplois ORE et les emplois implantés, sans parler des emplois réels. Cet outil de répartition des emplois que nous dénonçons depuis son instauration démontre une fois de plus sa nocivité , et correspond bien entendu au nombre d'emplois à supprimer prévu par la Loi de Finance.

De plus, alors que la fusion ne devait pas entraîner d'autres réforme, des secteurs sont impactés, comme la dépense par exemple, ou de manière plus larvée les poursuites, avec un nombre conséquent de suppression « d'huissier du Trésor » au niveau national, et pour l'Ariège, un emploi de chargé de poursuites en moins. Quelles solutions envisagez vous ?

Le sujet est que, dans notre département, comme dans tous les autres , tous les agents cherchent comment faire et sont dans une impasse totale. On assèche les réseaux de leurs effectifs

Face à une politique dogmatique, mais en plus totalement opaque de réduction de l'emploi public, il ne vous étonnera pas que FO DGFIP Ariège ne cautionnera pas cette position et quittera ce CTPD.